

born shortly before the War, and for whom the Holocaust continues to be a troubling touchstone.

Norman Ravvin  
Concordia University

Lavertu, Yves. *L’Affaire Bernonville, le Québec face à Pétain et à la Collaboration (1948-1951)*. Montréal: VLB éditeur, 1994. 217p.(=Lavertu, Yves. *The Bernonville Affair: A French War Criminal in post-WW II Quebec*. Trans. by George Tombs. Montreal: R. Davies, 1995. 154pp.)

*L’affaire Bernonville, le Québec face à Pétain et à la Collaboration (1948-1951)* d’Yves Lavertu est un ouvrage original. Il traite d’un aspect de l’histoire récente du Québec qui ne semble guère intéresser les historiens. Par l’utilisation presque exclusive de documents d’archives, complétée par quelques interviews, Lavertu nous présente les réactions des faiseurs d’opinion de l’époque face à des questions comme Pétain et la collaboration, de Gaulle et la résistance mais, encore plus, les raisons de ces réactions : vision du Québec, rôle des Anglais, importance de l’immigration, etc. Sa description de l’atmosphère de l’après-guerre comble un vide, ses explications laissent le lecteur sur sa faim.

L’affaire Bernonville n’aurait pas existé s’il ne s’était trouvé au Québec un groupe d’individus prêt à tout pour sauver un Français, Bernonville, collaborateur de l’occupant nazi. Lavertu ne s’attarde pas sur le personnage mais sur l’activité suscitée au Québec par sa venue au pays. Bernonville, travaillant pour Vichy, chargé d’affaires au Commissariat aux questions juives pour le Maroc (p. 23), engagé dans la Milice (p. 24), prêtant serment à Hitler, payé par les Waffen-SS (p. 25), faisant la chasse aux résistants (pp. 26-31) n’est qu’un de ces nobles Français qui ont sombré dans la trahison et le nazisme. Son action n’a pas empêché l’Église catholique de déployer des trésors d’ingéniosité pour le sauver, lui et maints autres. Lors de

l'affaire Touvier, René Rémond nous rappelait le rôle peu reluisant de l'Église dans sa protection de tortionnaires et d'assassins. Bernonville entre illégalement au Canada en novembre 1946. Jusque là, l'histoire est banale. Un collaborateur, protégé par l'Église, arrive illégalement dans un autre pays.

C'est lorsqu'il quitte l'illégalité pour demander la citoyenneté canadienne en janvier 1948 que "l'affaire Bernonville" éclate, que l'étonnant se produit. Il s'est trouvé non pas un ou deux illuminés pour prendre la défense de Bernonville mais des milliers de Canadiens français—on ne disait pas alors Québécois—en particulier des intellectuels, réclamant que Bernonville ne soit pas déporté mais obtienne la citoyenneté canadienne.

Au coeur de ce mouvement pro-Bernonville, un autre Français installé au Québec, Robert Rumilly. Cet homme d'extrême-droite, ancien de l'Action française, camelot du roi, antisémite, arrivé au Québec en 1928, proche de l'abbé Lionel Groulx, est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire du Québec (pp. 54-57). Là encore, rien d'extraordinaire à ce qu'un ennemi de la démocratie et un raciste noircisse des feuilles. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'il ait trouvé un écho favorable.

La liste de ceux qui se sont enrôlés, à l'instigation de Rumilly, dans une croisade pour sauver Bernonville de la déportation est longue. Notons que par déportation, on entend l'expulsion d'un indésirable du sol canadien et non pas, ce qu'était la déportation pour les victimes de Bernonville, le départ vers les camps de la mort. Parmi ceux qui manifestent leur soutien à Bernonville, on trouve la figure de proue de Camilien Houde (p. 69); des évêques, dont Maurice Roy, archevêque de Québec (p. 62); des journalistes, comme Gérard Filion et Paul *Sauriol* du *Devoir* (pp. 82 et 99); des universitaires comme le recteur de l'Université de Montréal, Monseigneur Olivier Maurault et le secrétaire général Edouard Montpetit (p. 144) etc., bref, ce que Lavertu qualifie d'intelligentsia nationaliste proche du Bloc populaire et de l'Union

nationale” (p. 78). L’expression *intelligentsia* revient à plusieurs reprises dans l’ouvrage.

Cette *intelligentsia* fait des pieds et des mains pour aider Bernonville. Elle l’encense dans des articles, signe des pétitions, fait pression sur les autorités politiques, et se lance dans ce que Lavertu appelle une “entreprise de désinformation” (p. 72). Elle “détourne le débat” en utilisant le clivage anglais-français, en prétendant que garder Bernonville favoriserait une immigration d’origine française et que l’opposition d’Ottawa et des Anglais à Bernonville ne serait que la manifestation d’une hostilité à cette immigration. Paul Sauriol ose parler de “racisme,” non pas celui des nazis et de leurs collaborateurs, mais du racisme des Anglais qui veulent empêcher des réfugiés français de s’établir au Québec (p. 100)!

Lavertu présente clairement les raisons qui ont fait que le pétainisme était à l’honneur au Québec (pp. 35-54). C’est un mélange de nostalgie pour l’Ancien Régime en France et de réticence à l’égard de la République laïque, d’intégrisme catholique, de soutien au corporatisme, de peur du socialisme, sans oublier “l’antisémitisme larvé ou ouvert des élites.” (p. 36) L’antisémitisme semble omniprésent dans le camp Bernonville: Pelletier est antisémite (pp. 41-43), Rumilly aussi (pp. 88, 108, 185), le député fédéral Frédéric Dorion (p. 130), d’autres députés (p. 139) également, le tout donnant un “antisémitisme diffus” (p. 188) et une “hostilité envers la minorité juive” (p. 115). Plutôt qu’un sentiment diffus, il nous semble que l’antisémitisme est le ciment qui lie les diverses facettes de l’idéologie antidémocratique. A partir d’un antijudaïsme propagé par “l’enseignement du mépris” de l’Église (Jules Isaac) se développe une attitude xénophobe (“les Juifs sont des étrangers”) qui, pour certains, débouche sur l’antisémitisme: les Juifs sont coupables de tous les maux de la société depuis le capitalisme jusqu’au communisme et rendent nécessaires, au Québec, des mesures prophylactiques.

Les antidémocrates, les admirateurs des régimes totalitaires de droite, les antisémites, constituent, selon l’expression

d'André Laurendeau, des "sourds volontaires" (pp. 189-191). Selon Lavertu, au début de l'affaire, "tous ignorent le véritable passé de Bernonville" (p. 71). C'est vrai du grand public, c'est peu vraisemblable des intellectuels pro-Bernonville. Le Québec n'était pas coupé du monde. Lavertu lui-même nous rappelle, opportunément, les multiples liens non pas tant entre la France et le Québec qu'entre les intellectuels français et québécois. En 1948, trois ans après la fin de la guerre, il fallait être non seulement sourd mais aveugle pour ignorer les crimes de l'Allemagne nazie, de ses associés, dont la France de Vichy. C'est faire preuve d'une charité extrême que de parler en 1948 de "ceux qui pensent sincèrement appuyer un père et une famille en détresse" (p. 85). Au fur et à mesure que le passé de Bernonville a été dévoilé, ses thuriféraires ont néanmoins continué à oeuvrer en sa faveur. Qu'il y ait eu des gens sincères trompés par la propagande ne doit pas faire oublier que c'est l'intelligentsia qui produisait cette propagande.

Les intellectuels français étaient divisés, certains se mettant au service de l'ennemi, d'autres militant dans la résistance, la majorité gardant le silence. Pour un Brasillach fusillé, combien de collaborations plus discrètes ont poursuivi une carrière universitaire sans accroc. La France commence à entrouvrir ses placards et y trouve des squelettes.

Le Québec a un avantage sur la France. N'ayant pas été occupé par l'Allemagne, personne n'a pu succomber à ses tentations de trahison et de meurtre. Par contre, beaucoup d'intellectuels, au nom du nationalisme et du catholicisme, de la défense du Canada français contre les Anglais sont tombés dans le piège de la défense d'un Bernonville.

Quelques-uns ont eu le courage de reconnaître leurs erreurs, comme Laurendeau, mais beaucoup ne l'ont pas fait. Groulx, que l'on s'étonne de voir si peu nommé, ne parle pas de Bernonville dans ses mémoires (p. 195) alors qu'il était un de ses partisans (p. 169). D'autres noms sont doublement révélateurs. Lorsque Lavertu nomme Camille Laurin, signataire d'une pétition en faveur de Bernonville en avril 1950 (pp. 144-145),

et Denis Lazure, alors président de l'Association des étudiants de l'Université de Montréal, qui a envoyé un télégramme à Saint-Laurent pour défendre Bernonville (pp. 156-157), il fait honnêtement son métier d'historien. Que des hommes politiques éminents n'aient pas ressenti le besoin de s'expliquer sinon de s'excuser pour ce qui est, au mieux, une erreur de jeunesse, au pire un choix conscient, délibéré et maintenu est troublant. Par contre, et ceci est à noter, plusieurs intellectuels brillent par leur absence dans les cohortes pro-Bernonville. Est-ce un hasard si Joseph Charbonneau, archevêque respectueux de la démocratie et des droits de tous, "a observé un grand silence"? (p. 169) La réponse, nous semble-t-il, est qu'il y avait ceux qui suivaient la mode—"peu d'éditorialistes dans la presse canadienne-française sont prêts à se lever afin d'appuyer l'ordre de déportation du fédéral" (p. 84)—et ceux qui y résistaient.

Lavertu ne suit pas la mode. Non seulement étudie-t-il un sujet difficile mais il a l'honnêteté intellectuelle de nous faire savoir qu'il a utilisé des écrits "sans égard et parfois à l'encontre de ce qu'il aurait aimé publier." (p. 15) Il se montre très prudent, peut-être même trop, pour éviter une récupération (p. 17) de l'histoire. Mais il conclut, fort justement, que toute l'affaire concernait "l'élite" (p. 188), et non pas l'ensemble de la population. Son ouverture d'esprit suscitera, espérons-le, d'autres vocations.

Julien Bauer  
Université du Québec à Montréal

Levi, Rabbi S. Gershon. *Breaking New Ground: The Struggle for a Jewish Chaplaincy in Canada*. Edited by David Golinkin. Montreal: National Archives Canadian Jewish Congress, 1994. 101pp.

This special issue of *Canadian Jewish Archives* deals with an important chapter in the history of the war effort of the Canadian Jewish community during the cataclysmic world con-